TABLE DES MATIERES

- I- LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LA LUTTE DE LIBERATION AU CHILI ET EN AMERICUE LATINE. 16 PAGES.
- II- CHILI: UNE CERTAINE CONCEPTION DE L'ORDRE ECONOMIQUE INSEPARABLE DE LA PLUS BRUTALE DICTATURE.

18 PAGES.

III- DEFENSE POLITIQUE D'UN OUVRIER REVOLUTIONNAIRE CHILLEN. 5 PAGES.

IV- HISTORIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER CHILIEN.

4 PAGES.

LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LA LUTTE DE LIBERATION AU CHILI ET EN AMERIQUE LATINE

Au cours de ses premières luttes à la fin du siècle passé aux côtés des ouvriers qui s'organisaient ou au début de ce 'siècle en participant aux combats hérofques des travailleurs du salpêtre dans le désert du Nord, la femme chilienne a compris la cause de l'oppression qu'elle avait toujours supportée. La condition d'esclave, celle de servante et d'ouvrière, est née avec le développement de la société de classes et sa conséquence logique, l'exploitation. De là, elle eut aussi la certitude que la vraie libération de la femme se ferait seulement avec la libération des peuples opprimés. La première ne peut ni ne pourra jamais être séparée de la seconde. C'est le système de l'exploitation qui l'a réduite à des salaires misérables ou à des salaires inférieurs comparé à un même travail fait par l'homme. C'est ce même système qui, pendant des années, a essayé de la réduire à des tâches domestiques, qui plustard limita ses possibilités de s'intégrer au travail de production, qui l'a empêchée de participer à la vie politique, qui empêche la formation d'organismes communautaires qui lui permettraient de confier ses enfants aux soins responsables de l'ensemble de la société. C'est l'idéologie du système capitaliste qui cherche à la limiter au rôle de femme-objet, ou "de l'esclavage féminin d'hier à l'apparente égalité d'aujourd'hui".

^{*} Il s'agit de l'essentiel de l'intervention d'une militante chilienne au colloque sur "La Femme et la Politique" organisé par le Women's Press de l'université McGill, le 3 février 1976 à Montréal. Le texte original est en espagnol d'où le style souvent lourd en français.

LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS L'HISTOIRE DE L'AMFRIQUE LATINE

Le continent latino-américain n'ignore pas cette vérité. Dès les débuts de la révolution mexicaine, trahie plus tard, la femme a marché aux côtés des paysans. Dans la révolution cubaine, la femme non seulement a été un facteur essentiel mais, comme on l'a reconnu plus tard, elle a dû rompre les vieux tabous sur le travail et la condition féminine. Les femmes de Bolivie se sont rebellées quand un gouvernement fantoche massacra les mineurs de Siglo XX. En Uruguay, les militants révolutionnaires ont signalé l'action des femmes dans les premières lignes du combat. En Argentine, la femme milite aujourd'hui dans les mouvements de libération. Cette histoire de l'Amérique latine qui n'est pas encore finie, est clairement marquée par la participation de la femme. Nous avons donné ici des exemples de femmes militant à l'intérieur d'organisations politiques et d'avant-garde révolutionnaire parce que nous croyons que c'est la la plus haute expression d'un engagement, mais il est nécessaire de rappeler que dans ce grand combat toutes les revendications propres à la femme sont implicites. Ces revendications s'expriment dans le syndicat, dans le quartier, dans les organisations communautaires et les groupes populaires. Elles exigent la création de garderies, la destruction des lois répressives sur l'avortement et de celles qui pénalisent le libre choix de la maternité. Elles luttent pour la défense du revenu familial contre les ravages du système capitaliste. Elles exigent qu'on donne un congé pré et post natal assez long et payé, l'assistance médicale gratuite, efficace, et en général· l'amélioration des conditions de vie. Ces revendications sont légitimes à notre avis, seulement si elles se font dans le contexte de la lutte du proletariat, jamais en dehors de celle-ci et jamais aussi pour défendre des situations de la classe exploitante qui est toujours extraordinairement habile pour cacher et masquer ses intérêts.

LE COMBAT SOCIAL ET POLITIQUE DE LA FEMME CHILIENNE

Nous ne prétendons pas en quelques minutes tracer un portrait historique complet du long combat politique et social de la femme chilienne. Ce n'est

pas le but de cette réunion. Cependant nous ne pouvons pas ne pas signaler quelques éléments qui vous feront comprendre plus facilement le rôïe actuel de la femme dans notre pays.

Il est important de rappeler qu'au XIX ème siècle le Chili voit la naissance et les premières étapes du développement de la classe ouvrière qui coîncident naturellement avec les débuts du développement capitaliste. Cette classe qui deviendra de plus en plus organisée et vigoureuse avec le temps, se retrouve surtout dans les centres urbains et miniers. En 1895 naissaient les "sociétés de travailleurs", dont quelques-unes regroupaient déjà des ouvrières.

Les revendications de la femme se trouvaient déjà dans les programmes des partis politiques les plus avancés du siècle dernier. En 1888, le Nouveau Parti Démocrate (libéral mais avec une forte section socialiste) défendait l'égalité civile et éducationnelle des deux sexes, l'éducation laïque gratuite et obligatoire. Ces revendications naturellement ne préoccupaient pas les partis libéral et conservateur, expression de l'oliqarchie créole et de la nouvelle bourgeoisie industrielle et commerçante. Au début de ce siècle, la classe exploitée commençait à connaître la répression. Le massacre de Santa Maria de Iquique (1907) qui a coûté la vie à 3,600 travailleurs du salpêtre, leur femme et leurs enfants, fut le sommet de la répression contre un mouvement ouvrier où la femme avait joué un rôle essentiel.

Les massacres n'arrêtèrent pas la lutte et le développement de la classe ouvrière qui atteindra son expression politique la plus claire vers 1912 avec la fondation du "Parti Ouvrier Socialiste". Le programme de ce dernier contenait une réglementation sur le travail des femmes et des enfants et sur le travail domestique, l'égalité civile et politique de la femme, la préférence du mariage civil sur le mariage religieux, la déclaration obligatoire de la paternité sur les enfants nés hors mariage, l'obligation de donner la pension alimentaire et l'éducation à ces enfants, et bien

d'autres revendications. Ce parti qui allait se convertir en 1922 en "Parti Communiste du Chili", n'a jamais abandonné les combats pour la justice sociale et sa préoccupation pour la situation de l'ouvrière. La fondation du "Parti Socialiste" amenait aussi une organisation importante de combat de la classe ouvrière.

LA LEGISLATION LIBERALE BOURGEOISE

La législation libérale bourgeoise avait reconnu depuis la moitié du siècle dernier l'égalité juridique de l'homme et de la femme, même dans les lettres constitutionnelles. La république moderne libérale bourgeoise chilienne fut une des plus avancées en matière de législation sociale à son époque, et ceci permit des 1925 de reconnaître l'égalité de la femme pour exercer une charge publique. Le code du travail lui garantissait le droit au travail avec une rémunération égale à celle de l'homme. Les lois qui réglementaient le travail dans les mines défendait à la femme de travailler à l'extraction de minéraux et la loi du cabotage lui défendait de travailler sur les navires marchands. Le droit de la mère au travail d'allaiter son enfant à toutes les trois heures fut à l'époque une revendication modeste mais gagnée par le combat de la femme chilienne. Ce fut aussi le cas de la "loi de la chaise", de la première loi d'allocation familiale (1925), la loi des 45 jours pré et post nataux (1938), des bénéfices de soins préventifs et de maladie, et de la loi qui pénalise toute discrémination de sexe de la part de l'employeur en matière de salaires et d'autres droits. En 1938, la première loi des garderies obligeait toute entreprise où travaillaient plus de 15 femmes à créer une garderie, une autre loi défendait le congédiement de la femme enceinte. Les concessions arrachées à la bourgeoisie furent le fruit de l'organisation et de l'effort de la classe ouvrière; certaines de ces lois furent promulgées par des gouvernements comme celui du Front Populaire en 1938.

En 1952, on obtenait une nouvelle victoire légale dans la modification de la loi des allocations familiales qui déterminait qu'elles devaient être payées à la mère directement. Le réformisme démocrate-chrétien augmenta les congés pré et post nataux de 42 jours chacun. Ce fut durant l'Unité Populaire qu'on autorisa des congés post nataux d'une durée de six mois quand la mère le demandait sur perscription médicale. A partir de 1971, les enfants de la mère célibataire ont les mêmes droits que les enfants issus de mariages quant aux effets légaux. On promulgue aussi la loi de l'adoption légale.

Un des secteurs où la participation de la femme a été la plus décisive c'est celui du travail professionnel. Nous ne pouvons pas oublier cependant que la femme qui accède à l'université provient de la petite et moyenne bourgeoisie. Il est intéressant cependant de citer une statistique de 1971 qui donne à l'université du Chili une population étudiante féminine de 52%.

LA FEMME DANS LA LUTTE DES CLASSES

La participation de la femme à la vie politique ne peut se mesurer comme on le fait d'ordinaire dans les sociétés bourgeoises, à la date où on lui a reconnu le droit de vote dans la démocratie dite représentative. Cette participation doit se situer au moment même où la femme s'insère dans la lutte de sa classe. Au Chili, le droit de vote pour l'élection des conseillers municipaux en 1938 et en 1949 pour les élections parlementaires et présidentielles a ouvert le chemin à une activité politique plus large. Cette pleine participation reconnaît le droit d'élire et d'être élu à des charges de caractère représentatif. En 1965, les politiques révolutionnaires en relation avec la femme sont reprises par le MIR, organisation qui allait entreprendre une implantation sérieuse au sein de la classe ouvrière et paysanne jusqu'en 1973 et qui aujourd'hui organise avec les autres forces de la gauche la résistance contre la dictature.

DURANT LE GOUVERNEMENT DE L'UNITE POPULAIRE (1970-1973)

Pour analyser le rôle joué par la femme dans le gouvernement de l'Unité Populaire, il nous faut nous rappeler les caractéristiques de cette étape. Le système de domination capitaliste était en crise et pendant les trois années du gouvernement de Salvador Allende les masses multiplièrent leur mobilisation et atteignirent un niveau d'organisation et de conscience jamais atteint dans l'histoire du Chili. C'est dans ce contexte que la femme atteint aussi son plus haut degré de participation.

Cette participation se manifeste d'abord par l'intégration accrue de la femme dans les partis tant de la gauche traditionnelle que de la gauche révolutionnaire. En même temps les femmes de gauche ont renforcé les organisations et même créé de nouvelles organisations qui répondaient à des enjeux fumédiats. L'Unité Populaire a hérité du réformisme démocrate-chrétien, des organisations comme les "comités de citoyens" et les "centres de mères". Elle a essayé et a réussi dans plusieurs cas de les arracher à l'influence de la Démocratie Chrétienne et de leur donner une orientation politique différente. Mais plus important que cela, il y a eu l'extraordinaire apport de la ligne révolutionnaire, en dehors de l'Unité Populaire, à quelques-uns de ces centres et à d'autres nouvelles organisations.

Dans sa politique envers la femme, l'Unité Populaire se proposait d'éliminer des discriminations de sexe, dans le travail et dans d'autres aspects de la vie sociale, de créer l'infra-structure nécessaire pour que la femme puisse participer au travail productif sans charges excessives, et de lui faciliter l'accès à l'éducation supérieure et au travail qualifié. Elle cherchait en même temps l'intervention de la femme dans la solution des problèmes vitaux comme ceux de la santé et de la distribution des biens.

En 1970, il y avait 3,000 "centres de mères"; au milieu de 1973, il y en avait 20,000 regroupant 800,000 femmes. Le Chili a une population de 10 millions d'habitants dont 50.9% sont des femmes. Dans la politique de

socialisation de la médecine on a eu recours à la femme comme collaboratrice importante; les brigades de santé qui lancèrent des campagnes de santé dans les quartiers défavorisés (vaccination, enseignement de l'hygiène, etc.) étaient composées à 90% de femmes. Fgalement, les comités de distribution et de contrôle des prix chargés de la distribution des aliments essentiels et du contrôle de leurs prix furent des centres importants de l'action féminine.

Comme dans d'autres projets de sa politique générale, l'Unité Populaire a dû entrer en conflit avec les intérêts de la bourgeoisie en matière d'initiatives qui favorisaient la femme, au Parlement et devant les Tribunaux. L'Unité Populaire par son adhésion au schéma démocratique bourgeois n'avait pas touché à ces institutions. Ce fut le cas du projet de loi de la création du ministère de la femille, projet rejeté par le congrès. Le gouvernement essaya de contourner ce rejet en créant en 1973 le <u>Secrétariat national de la femme</u> dont l'objectif essentiel était de coordonner toutes les activités et les organisations liées aux problèmes de la femme. Même si son existence fut brève, ce Secrétariat a déployé une activité importante surtout en matière de santé, de distribution, de jardins d'enfance et de programmes éducatifs, et surtout à apporter aux bases pour les discuter des projets de loi importants comme celui sur le divorce, jamais approuvé.Une initiative légale réussie fut l'extension à trois mois des périodes de congés pré et post nataux, périodes qui pouvaient atteindre six mois dans les cas jugés nécessaires par le médecin.

Pendant l'Unité Populaire, la femme a pris de plus en plus conscience de la nécessité de lutter jusqu'au bout contre la classe exploitante et de se joindre à des organisations de plus en plus radicales. La lutte de classes mettait la femme prolétarienne et ses organisations face à l'urgente nécessité de serrer les liens dans tout le mouvement populaire.

Dank les dectaers plus, estres de la misser ouvrière et paysonnu. In femne

acquis by d'appoyer he revand cations on class. ["In a participe on de

LE PROGRAMME DU PEUPLE

La conception plus révolutionnaire de ces besoins et de ces revendications pas été absente. Dans le Programme du Peuple présenté en octobre '72 par le MIR au cours d'une grève patronale, ce mouvement exigeait le droit de la femme à une vie digne; il appelait la création de conditions nécessaires pour libérer la femme de la lourde tâche que représentaient les travaux domestiques. Il proposait la création dans les usines, dans les fermes, dans les bureaux, dans les quartiers, de garderies, de jardins d'enfance, de cafétéria, et de buanderies populaires. Il exigeait aussi la construction de maisons plus décentes pour le peuple, l'amélioration des installations d'eau et d'électricité, une salle de bain et une cuisine confortables dans chaque maison. Il exigeait la construction de grands magasins dans les quartiers et de coopératives dans les industries, le renforcement des comités de distribution et contrôle des prix pour qu'ils assurent partout un approvisionnement normal, sûr, complet et à prix modiques. Il proposait la modification du code civil pour établir l'égalité des droits de l'homme et de la femme, et la création des conditions nécessaires pour que la femme puisse s'intégrer massivement au travail dans les usines, les bureaux et les services publics. Il exigeait aussi un salaire pour les femmes à la maison, dans les familles ouvrières et paysannes; il soutenait que ces femmes accomplissent un travail essentiel au fonctionnement de la société et pour cela elles devaient être rémunérées. les capitalistes paient :", disait la déclaration du peuple.

La femme du peuple exigeait et insistait sur ces revendications parce que s'il est vrai que plusieurs de celles-ci étaient théoriquement obtenues, en pratique la bourgeoisie avait toujours trouvé la manière de les contourner. D'autre part, plusieurs points gagnés comme les garderies, les cliniques populaires, etc. ne réussissaient pas à combler les besoins de toute la population.

Dans les secteurs plus radicalisés de la classe ouvrière et paysanne, la femme a assumé des tâches très risquées dont le but était de défendre des droits acquis ou d'appuyer des revendications de classe. Elle a participé au déplacement

de clôtures, à la prise de terres et de terrains. Elle a donné de la vie et un sens aux organisations des campements. Elle a fait la garde pour défendre les centres de production contre les premiers assauts des groupes para-militaires de la réaction, comme "Patrie et Liberté"; elle a dénoncé et lutté contre le marché noir et la spéculation dans les aliments que faisait la bourgeoisie. Elle a participé dans des mobilisations prolongées et très larges.

LE "POUVOIR FEMININ"

La bourgeoisie chilienne servile vis-à-vis l'impérialisme avait commencé des l'élection présidentielle de 1970 son travail visant à renverser le triomphe populaire et à affaiblir le gouvernement de Salvador Allende. Elle n'est pas restée impassible face à cette prise de conscience et à cette participation active de la femme chilienne. Bien qu'elle tarda deux ans à envoyer ses propres femmes dans la rue dans la marche des casseroles (décembre 1972), elle a dépensé des millions de dollars dans une propagande massive visant à soutirer l'appui féminin au mouvement populaire. La presse bourgeoise par sa campagne de terreur a converti le gouvernement de l'Unité Populaire "en destructeur de la famille", en "menace pour la liberté". Ces appels à la "femme chilienne" prétendaient faire peur et confondre, et ils se cachaient derrière de supposés combats pour la défense de la famille, de la patrie, de la liberté et surtout de la religion. Cette tactique est typique du capitalisme. Sur ce plan, les calculs de la bourgeoisie se sont trompés. Aux élections de mars '73, l'appùi féminin aux candidats de l'Unité Populaire a doublé. Les femmes de la classe ouvrière et paysanne ne se sont pas laissé confondre.

La bourgeoisie à cette époque créa le "Pouvoir Féminin" qui se présentait comme "corporatif" et qui prétendait unir les femmes sans distinction de classes contre le gouvernement de l'Unité Populaire. Ce "Pouvoir Féminin" cependant a uni massivement seulement les femmes de la bourgeoisie: dans les rangs de la classe ouvrière la lutte des classes indiquait clairement aux femmes que cette supposée alliance représentait seulement les intérêts de la classe exploitante.

LE COUP D'ETAT DU 11 SEPTEMBRE 1973

Vous savez qu'en septembre 1973, la bourgeoisie réactionnaire de notre pays alliée à l'impérialisme effectua un Coup d'Etat militaire qui donna lieu à une des dictatures les plus sanglantes de l'histoire latino-américaine. Les forces de la réaction devaient rémettre en place avec les armes le système d'exploitation qui était menacé non seulement par quelques mesures du gouvernement de l'Unité Populaire mais aussi par le développement vigoureux et: l'organisation de la classe ouvrière et d'une partie des paysans.

Le gouvernement militaire gorille efface à la mitrailleuse toutes les conquêtes effectuées par la classe ouvrière pendant presque un siècle de lutte et d'organisation. Il détruit les syndicats et les organisations populaires, il déclare hors la loi les partis politiques populaires, la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), élimine la gratuité des soins médicaux et le libre accès à l'éducation, suspend les garanties constitutionnelles. La nouvelle structure économique caractérisée par la 'surexploitation des masses ouvrières, affecte surtout les foyers à faible revenu.

ali sidingala manadan da san sa saturah na mana a tahan basaban,

DICTATURE = FAIM

Les conditions de vie sont misérables pour les secteurs les plus exploités.

Le Chili atteint le taux de chômage le plus élevé de son histoire, 20%, et
l'inflation est de 800% par rapport à la dernière année de l'Unité Populaire.

La Chilienne qui militait hier dans les organisations de base et qui participaient dans les politiques de distribution, doit chercher aujourd'hui de quoi nourrir ses enfants dans une situation très pénible. La mendicité et la prostitution, plaies du capitalisme, réapparaissent dans les centres urhains. La diminution de la production industrielle qui est de 13.5% en 1975 par rapport à 1974, et la fermeture de petites et moyennes entreprises poussent les ouvrières en chômage, à s'employer comme domestiques. Souvent même des lois régressives les ont obligées à abandonner les maisons acquises à prix modique pendant le gouvernement antérieur.

Une étude publiée par un centre de recherche de Santiago qui n'a jamais été démentie, signalaît en 1975 que 50% des enfants chiliens souffraient de malnutrition et que 5,000 enfants sont près de la mort. Dans les quartiers populaires, les mères préfèrent garder leurs enfants au lit pour qu'ils ne gaspillent pas le peu de forces qu'il leur reste. Ils ne se nourrissent souvent que d'une tasse de the par jour. Dans les écoles les cas d'évanouissement dus à l'inanition des enfants sont de plus en plus fréquents. Ainsi souvent sans toit, sans un gagne-pain assuré, avec un mari en chômage, emprisonné ou assassiné, leurs enfants à l'écart de l'éducation, les femmes de notre peuple continuent cependant à se battre: 30,000 morts et plus de 7,000 detenus politiques, la faim et la torture, la persécution et la mort n'ont pas pu arrêter ni diminuer le courage de la classe ouvrière et du peuple qui ont organisé aujourd'hui la Résistance Populaire.

LA FEMME CHILIENNE DANS LE MOUVEMENT DE RESISTANCE POPULAIRE

Nous avons laissé délibérément le sujet de la Résistance Populaire pour la fin de notre intervention. Parce que si vous nous demandez aujourd'hui où en est la Chilienne dans sa participation politique, dans son activité fondamentale, c'est là, dans la Résistance Populaire contre la dictature. Dès les premiers jours qui suivirent le coup d'Etat, la femme s'est intégrée aux premières tâches. Nous la trouvons active dans le repli ordonné et dans la réorganisation de la classe ouvrière. Nous la trouvons plus tard faisant partie des Comités de Résistance, servant d'intermédiaire ou de courrier, distribuant de la propagande clandestine, servant de couverture, cachant des camarades poursuivis, organisant des cantines populaires, participant à la mince marge d'activités syndicales que la dictature a permise, dans le sabotage de l'industrie ou dans la lutte ouverte pour la libération des prisonniers.

La misère oblige à chercher des formes d'organisation comme celles des <u>cantines communes</u> où plusieurs familles mettent en commun le peu de nourriture qu'ils ont et le partagent avec les familles de chômeurs ou celles des <u>cantines populaires</u> pour nourrir les jeunes enfants et les vieillards; ou celles des petits ateliers qui regroupent les chômeurs et dont les produits sont

vendus en grande partie par les femmes. Ces organisations ne visent pas seulement un objectif immédiat, elles sont aussi des formes semi-légales d'organisations de masses où s'exercent les tâches de discussion politique, d'agitation révolutionnaire, de propagande clandestine et où certainement se recrutent les cadres de la résistance.

Il est important de signaler aussi qu'il y a là une sorte de retour à des formes de vie de la communauté primitive. L'éducation des enfants est assumée par le groupe, la femme travaille à l'extérieur et l'homme à cause du chômage travaille au foyer. C'est certainement dans les organisations politiques et dans la Résistance dans son ensemble que l'on trouve le plus haut degré de participation de la femme militante. C'est dans la prison, la maison de tortures ou dans le camp de concentration, risques de ce combat, qu'elle est en train d'écrire les pages les plus héroïques de son engagement.

LA FEMILE CHILDENNIL LANS LIT MONTHMENT DE RESISTANCE

LA REPRESSION NE VAINCRA PAS

La Chilienne en s'engageant dans la Résistance avait pleinement conscience des risques que cela comportait. Elle n'ignorait pas la brutalité de la répression militaire. Nous allons parler de répression pour deux raisons fondamentales. Parce que la répression exercée contre les combattants hommes et femmes est l'arme avec laquelle la dictature prétend justement écraser la conscience révolutionnaire et militante de notre peuple, c'est-à-dire c'est la sanction de sa participation et de son don de soi pour le sort de notre patrie. Et nous allons parler de répression parce qu'aucune femme et encore moins une militante qui appuie la Résistance Populaire ne pourra pas ne pas apporter sa dénonciation devant n'importe quel tribunal dans le monde.

Partout nous sommes en lutte contre la dictature militaire.

Des milliers de femmes ont été arrêtées et sont passées par les centres de tortures et les camps de concentration. Plusieurs ont été assassinées sous la torture, ce fut le cas de Lumi Videla, ou sont mortes les armes à la main comme notre camarade Cristina qui ouvrit le feu sur une patrouille militaire. Des centaines de femmes sont disparues sans que la dictature n'ait jamais

expliqué leur sort. Tout le monde sait que la torture, dans le cas des femmes revêt des caractères spéciaux d'ordre sexuel, ou par exemple l'utilisation de leurs enfants comme otages. Il y a des cas qui parlent par eux-mêmes, celui de Nieves Ayress Moreno arrêtée en janvier '74 qui fut soumise à des viols répétés et qui devint enceinte. Ensuite elle fut avortée sans aucune condition sanitaire. On lui introduisit également des souris vivantes dans le vagin. Depuis la date de son arrestation Nieves Ayress est passée par presque tous les camps de concentration que la dictature a installés au Chili et se trouve présentement dans la prison de Tres Alamos. La Junte militaire a fait un décret spécial disant que cette camarade ne serait pas libérée tant que durerait le gouvernement militaire.

Comme nous le signalions les enfants sont souvent utilisés comme otages pour soutirer de leur père ou de leur mère de l'information. En décembre '74, la DINA (gestapo chilienne) arrêta à Puerto Montt la camarade Marlene Leitle Vergas, son époux et leurs deux enfants de 4 et 5 ans. Transférés à Santiago son mari disparut en chemin et elle fut conduite à la maison de tortures de Villa Grimaldi. La dictature l'informa seulement quatre mois plus tard du sort de ses enfants en lui disant qu'ils avaient été places dans un orphelinat.

Le 24 décembre '74 dans la máison de tortures appelée "La Discothèque" à Santiago, toutes les femmes qui y étaient détenues furent violées massivement. Le nom de cette maison de tortures vient de ce qu'on y joue de la musique fort spécialement durant les sessions de tortures. Cette nuit-là les gardiens célébraient Noël. Dans cette maison comme cela a été publiquement dénoncé et prouvé les geoliers gardent un chien spécialement entraîné pour violer les détenues. Ces tortures ne peuvent être racontées sans faire ressortir en même temps le courage exemplaire avec lequel ces femmes y ont fait face, en gardant le silence en tout temps malgré les pressions exercées pour les faire parler. La clarté de leur conscience, leur degré d'engagement et leurs convictions révolutionnaires n'ont pas pu être brisés parce que c'est justement un combat qui va plus loin que leur situation individuelle, parce que c'est un engagement avec la classe ouvrière dans sa lutte à mort contre la dictature où se jouent <u>le destin et la dignité de l'homme</u>.

UN EXEMPLE PARMI TANT D'AUTRES

Pour ratifier cette dénonciation et spécialement pour démontrer que ces camps ne sont pas exceptionnels mais qui sont devenus la norme aujourd'hui au Chili, je vais vous exposer brièvement mon cas.

J'ai été arrêtée le 31 octobre 1974 chez moi à Santiago. C'est là qu'a eu lieu mon premier interrogatoire. J'ai été ensuite conduite à l'Académie de Guerre (AGA) qui est une maison de tortures du service de l'Intelligence des Forces Aériennes du Chili. J'y suis restée approximativement deux mois. Pendant les deux premières semaines j'ai été interrogée presque chaque jour avec tortures. On me déshabillait et on m'appliquait le courant électrique sur les seins et dans le vagin; d'autres fois pieds et mains liés à une barre horizontale, on m'appliqua de nouveau le courant. A deux reprises, j'ai subi des abus sexuels pendant qu'on m'interrogeait. J'ai été gardé pendant presque une semaine debout attachée avec des menottes à un anneau de fer au-dessus de moi, sans manger et presque sans dormir. Pendant les premiers quinze jours de ma détention, je suis restée les yeux bandés durant toute la période que j'ai passée à cet endroit; je n'ai pas pu communiquer avec personne.

Plus tard, je fus transférée à la prison du Bon Pasteur. J'étais incluse dans le <u>procès appelé 8474</u>, un procès dirigé par la force aérienne contre les militants et les dirigeants du MIR. Je suis restée là un mois de plus jusqu'à ce que je fus exclue du procès. Ensuite transférée au camp de concentration de Tres Alamos, cette fois détenue en vertu de l'état de siège, j'y suis restée quatre mois. Le premier juin, ils m'amenèrent à un autre camp de concentration à Pirque en dehors de Santiago où je suis restée jusqu'au 27 juin, date où j'ai été libérée avec l'ordre de sortir du pays en dedans d'un mois.

Nous avons signalé ici les forces de tortures qu'on fait subir aux femmes et qui ont une certaine spécificité à l'intérieur de tout le système de tortures. Ce système comme vous devez le savoir passe par les chocs électriques, pendaison, simulâcre d'exécution, immersion pendant quelques minutes dans l'eau ou dans les excréments et des milliers d'autres formes car les tortionnaires ne manquent pas d'imagination. Les femmes qui sont arrêtées et qui sont enceintes sont aussi torturées. Plusieurs d'entre elles ont donné naissance à leur enfant pendant leur détention. Quand j'étais au camp de Tres Alamos, quatre enfants sont nés, deux filles, deux garçons, et quand j'ai été libérée, il y avait huit femmes enceintes.

LA LUTTE CONTINUE DANS LES PRISONS AS TOURS de Salar de Salar de Salar de Continue DANS LES PRISONS AS TOURS DE SALAR DE

Mais face à la torture et aux humiliations nous retrouvons également à l'intérieur des prisons la lutte et l'organisation. Le fait d'être emprisonnée ne signifie pas une paralysie de l'activité politique; nous pouvons accomplir des tâches spécifiques visant à implanter les politiques révolutionnaires dans l'ensemble des prisons, continuer la formation politique, et adopter de nouvelles formes d'organisation, lutter pour l'union de la gauche, informer la Résistance sur la situation des prisonniers et également identifier et dénoncer les tortionnaires et ceux qui collaborent avec eux. Cette activité politique consiste à mener la lutte à l'intérieur des prisons comme un front de plus de la résistance contre la dictature.

Cette täche demande de l'organisation. Par exemple dans les prisons surgissent <u>les conseils dits des vieilles</u>, composés de quatre camarades élues démocratiquement par les détenues et qui se chargent des organisations et des activités culturelles, sportives, de travail collectif, et qui luttent pour certaines revendications comme les soins médicaux pour les compagnes enceintes, pour les femmes qui allaitent leur enfant et celles qui sont plus âgées ou en mauvaise santé. Cette organisation se charge aussi de représenter les détenues, leurs aspirations et leurs demandes face aux geoliers. La présence d'enfants dans quelques cas a amené la création d'une organisation spécifique pour le besoin (nourriture, vêtement, éducation) qui permet de libérer les mères pour qu'elles puissent participer à toutes les activités. Il existe aussi des organismes semi-clandestins qui s'occupent de la direction

politique tel le <u>conseil des délégués</u> élu par les prisonnières.

Ce même conseil informe les organismes internationaux lorsqu'ils visitent les centres de détention, il se charge aussi de la socialisation des aliments et des colis reçus.

Camarades, la lutte de notre peuple s'insère dans la lutte de tous les peuples opprimés du monde. La lutte de la femme chilienne se livre dans des conditions exceptionelles de répression, mais celle-ci de plus en plus crôît avec l'apport décisif des militants de l'intérieur et avec l'appui solidaire de la classe ouvrière et des peuples de tout le monde. Je crois qu'il est légitime pour finir d'appeler la solidarité de nos soeurs de classe et de toutes les femmes progressistes et démocrates du monde.

Solidarité avec la résistance, liberté pour les prisonniers politiques du Chili.

yalon La résistance populaire vaincra. The company of the company

in tone countries at team and contributions and a me whose in Countries a corner of buthas and spile on the professors of

THE PROPERTY OF THE PROPERTY O

ns the triumpil unlikely , st qui liller o er songs medicaux four les orbedoes

to the for the course to the tree multiplicate and

The design of the constant of the form of the constant of the

ala bodone la chastranio bole bruini ce, retement, doucationi dul nervor

participant water des activitée

Tipe series cores pour que mes minister participes a emission vites.

CHILI: UNE CERTAINE CONCEPTION DE L'ORDRE ECONOMIQUE INSEPARABLE DE LA PLUS BRUTALE DICTATURE

is condemnation de la junte pour son utilisation stématique de la

tout premiers mons, in junt s'est engagée dans une purse permenente

toth be salvetted sa verification par James F. Petras *v sa . and drotte

Dans les premiers jours de janvier, la démission du général Arellano Stark, chef d'état-major de l'armée, a confirmé les rumeurs déjà anciennes concernant les dissensions au sein de l'armée chilienne. La presse britannique a notamment cité les désaccords entre le général Leigh, commandant des forces aériennes, et le général Pinochet. Certains militaires, qui disposent d'appuis politiques à Washington, souhaiteráient une dictature "propre", moins révoltante dans ces méthodes répressives.

Mais, le vrai problème étant ailleurs, celles-ci subsisteraient en tout état de cause. Comme le montre ici James Petras, une certaine conception de l'ordre économique est inséparable de la plus brutale dictature.

attental : mensus commandent an char de l'armée chiliente, le grafe. Prats, avest en maire de che cet il ful Lué par l'esplosion de la sur

^{*} Professeur de sociologie à l'Université d'Etat de New-York. Texte tiré du "Le Monde Diplomatique", no 262, janvier 1976. Il est à noter que les sous-titres sont de nous et que certaines modifications dans la mise en page ont été faites pour une plus grande clarté.

La partie sur la Résistance est, à notre avis, très insuffisante. Nous reproduisons ce texte pour l'intérêt de l'analyse de la politique de "répression économique".

INTRODUCTION

1. Une purge et une répression permanente (1933MO) 3MIATRO 3MU : LINE

La condamnation de la junte pour son utilisation systématique de la torture, sa violation des droits de l'homme et ses méthodes d'Etat policier est devenue quasiment universelle. Après le bain de sang des tout premiers mois, la junte s'est engagée dans une purge permanente de tous les secteurs de la vie publique et privée. Cette répression sanglante a dépassé de loin les frontières de la gauche. Des hommes politiques démocrates-chrétiens de premier plan et d'autres personnabilités de droite, partisans de l'origine du coup d'Etat qui renversa le gouvernement d'Allende ont eu à subir la rigueur de la police secrète (DINA).

Des personnalités de l'opposition, même à l'étranger, ont été menacées par des fonctionnaires de la DINA. En Italie, M. Bernardo Leighton, ancien vice-président du Chili sous le gouvernement démocrate-chrétien de Frei, et sa femme ont été très gravement blessés à la suite d'un attentat. L'ancien commandant en chef de l'armée chilienne, le général Prats, avait eu moins de chance: il fut tué par l'explosion de sa voiture alors qu'il se rendait à son travail.

2. Le modèle du "marché libre" de l'école de Chicago

Les rapports des Nations-Unies, de l'OEA, de l'OIT, des appels du Vatican ont tous attiré l'attention sur les violations des droits de l'homme au Chili. Ce qui n'a pas été suffisamment discuté, c'est la situation socio-économique et la stratégie de développement dont s'inspire la dictature politique. Les artisans de la politique économique du régime sont nécessairement redevables aux terroristes politiques de la police secrète. Ces économistes, formés à l'Université de Chicago, utilisent un modèle économique dit du "marché libre", préconisé par MM. Milton Friedman et Arnold Harberger, dont l'application systématique exige une utilisation constante et brutale de la force à l'encontre de tous les secteurs de la population qui en sont les victimes.

Dans les sociétés capitalistes contemporaines, les formules du "marché libre" sont tout simplement des mécanismes visant à affaiblir l'intervention de l'Etat dans l'économie et à transférer le pouvoir politique et économique, sans médiation, aux monopoles capitalistes nationaux ou étrangers, aux exportateurs et aux grands intérêts financiers. Ce transfert de richesses et de pouvoir au détriment des salariés et des petits et moyens entrepreneurs ne pouvait s'opérer au Chili sans la mise en place d'un Etat policier totalitaire. Dans ce contexte, l'économie "libérale" est l'envers de la médaille d'un pouvoir politique dictatorial.

et discipline, exploitable merca Elimination dos parais notionalistes

3. La "répression économique"

Alors que la torture, les camps de concentration et la terreur politique frappent des centaines de milliers de gens, la "répression économique" (expression de Michel Chussodovsky) en frappe des millions: plus de 80% de la population. Une bonne compréhension de la politique sociale et économique du régime devrait aider à démystifier les sources de la terreur et permettre à la discussion de quitter le terrain de la psycho-pathologie de telle ou telle individualité du régime, bien qu'il ne fasse aucun doute que des problèmes se posent en ce domaine. Il est aussi très important de garder présent à l'esprit que la responsabilité de ces crimes contre le peuple chilien n'incombe pas aux seuls dirigeants du régime; elle est également partagée par les économistes et les techniciens, artisans de la politique socio-économique, et par leurs conseil-

L'axe économique de la stratégie de développement de la junte est l'encouragement à l'investissement privé, la protection de la propriété privée et l'incitation à la concurrence. Pour favoriser la croissance,
la junte s'efforce d'attirer des capitaux étrangers et de rechercher
des marchés extérieurs. A cet effet, elle s'emploie à maintenir la
stabilité des prix en réduisant les dépenses publiques et en pratiquant
une politique monétaire restrictive. Pour favoriser la concurrence,

elle a abaissé les droits de douane afin de permettre l'accès du marché local aux produits étrangers; pour favoriser les exportations, elle a réduit le coût de la main-d'oeuvre et a fréquemment dévalué l'escudo.

L'Etat s'est vu confiner dans un rôle économique marginal, ses fonctions policières constituant l'essentiel de ces activités. Contrairement aux affirmations des partisans de Milton Friedman, l'économie libre de marché, loin de réduire son rôle dans la société, a considérablement développé la bureaucratie d'Etat. En guise d'incitation à l'investissement, le régime a créé des conditions optimales en politique, et sur le marché du travail, pour la réalisation de forts bénéfices; contrôle total de la main-d'oeuvre, de manière à façonner un travailleur docile et discipliné, exploitable à merci; élimination des partis nationalistes afin de donner les garanties de sécurité capitalistes. Pour la junte et ses économistes, les forces spontanées du marché allaient engendrer l'équité, l'expansion, la stabilité et un haut niveau de vie.

UNE CERTAINE CONCEPTION DU DEVELOPPEMENT

1. Les profits des monopoles, cause majeure de l'inflation

de 80% de la populación. The bonne comprébencion de la politique

Les économistes de la junte ont bien retenu et consciencieusement appliqué <u>les méthodes de traitement de "choc"</u> proposées par Milton Friedman et Arnold Harberger. La police secrète a fait en sorte que les projets soient exécutés sans anicroche: les camps de concentration n'ont pas désempli. Contrairement à ce qui se passait sous Allende, lorsque l'opposition capitaliste avait toute latitude pour saboter les programmes et la production, aucune opposition digne de ce nom n'a sérieusement affecté la production. Par conséquent, la junte est seule responsable de ses erreurs et de ses échecs.

Pour l'année 1974, la junte a reconnu un taux d'inflation de 400%, alors que les fonctionnaires de la Banque mondiale l'estimait à 600%.

Pendant les huit premiers mois de l'année 1975 (de janvier à août), le taux d'inflation a été de 221,2%, c'est-à-dire supérieur aux prévisions de la junte pour l'année passée (204%). Les activités spéculatives des établissements financiers, les dévaluations constantes pour favoriser les intérêts des grands exportateurs et l'absence de contrôle sur les bénéfices des grands monopoles (qui augmentent leurs prix pour compenser la baisse de la demande intérieure), tout cela contribue à engendrer une inflation galopante. Ce sont précisément les classes sociales sur lesquelles s'appuie la junte qui sont les principaux agents de l'inflation. C'est pourquoi les réductions draconiennes des dépenses publiques dans le domaine social, la baisse d'activité dans les travaux publics et les licenciements massifs imposés par la dictature n'ont pas réussi à juguler l'inflation. M. Jorge Cauas, grand patron de l'économie, et les "anciens de Chicago", nom donné aux économistes de la junte, qui, pour la plupart, sont diplômés du département d'économie de l'université de Chicago, continuent à appliquer des mesures qui renforcent les profits des monopoles. C'est là une des causes majeures de l'inflation.

2. Les fermetures d'entreprises

Selon l'association des industriels, SOFOFA, la production a baissé de 17% pendant les six premiers mois de l'année 1975 par rapport à l'année précédente, et beaucoup d'entreprises ont dû fermer leurs portes.

- CAP, la plus importante entreprise sidérurgique, a fermé provisoirement un de ses principaux hauts fournaux à Huachitato; en effet, la moitié seulement de sa production pouvait être écoulée sur le marché intérieur.
- Trois grandes entreprises de textile, Tome-Oveja, Fiad et Bellavista,
 ne fonctionnent plus que trois jours par semaine.

- Le principal fabriquant de cables, Inchalam, a arrêté sa production en mai en raison de l'importance de ses stocks et de l'impossibilité d'exporter.
- Lota-Schwager, la plus grande exploitation charbonnière a 250,000 tonnes de charbon en réserve à cause de la chute de la demande de la sidérurgie.
- Le plus grand fabriquant de chaussures, Calzados Bata, a dû fermer au mois de juin en raison de l'insuffisance de la demande.
- INSA, le principal fabriquant de pneus, a interrompu ses activités pendant trois semaines au mois de juin et la production est tombée de 3,600 à 1,200 unités par jour.
- Ambrosoli, la plus grande entreprise de confiserie, devant le manque de ventes, a déclaré qu'elle allait cesser de produire pendant 6 mois.
- L'ensemble de l'industrie automobile est aussi en crise, comme l'atteste la chute de la vente de l'essence, qui est passée de 45,000 mètres cubes à 17,000.
- En conséquence, des centaines d'ateliers de construction mécanique, étroitement liés à l'industrie automobile, sont au bord de la faillite. Le président des industries métallurgiques, M. Jorge Cheyre, a reconnu que "la crise que traverse l'industrie automobile a créé de gros problèmes pour des centaines de petites entreprises".

La faillite économique d'un grand nombre de membres de la petite-bourgeoisie est l'un des principaux résultats de la stratégie économique de la junte. Ecrasés par le grand capital, manquant de crédits et de prêts, et confrontés à une population dont le pouvoir d'achat va en diminuant, }es commerçants, les hommes d'affaires, les petits patrons d'ateliers de

construction mécanique, les chauffeurs de taxi, les camionneurs, sont réduits à l'inactivité. La petite bourgeoisie apprend à ses dépens que l'anticommunisme ne paie pas les factures. Mais il n'est plus question pour elle de boycottage ou de lock-out.

II APPAUVRISSEMENT DES MASSES ET CONCENTRATION DU POUVOIR ECONOMIQUE

1. La baisse du niveau de vie de la classe ouvière

La baisse du niveau de vie de la classe ouvrière dépasse de loin toute expérience antérieure en Amérique latine. Le revenu réel des catégories les plus défavorisées a baissé de 60% (par rapport au nive u de 1968-1969), suite logique de la politique de la junte de "Libération des prix et des salaires". Dans ce "marché libre", la dictature permet aux capitalistes d'augmenter librement les prix, cependant qu'elle réprime les efforts des travailleurs pour obtenir des augmentations de salaire. La consequence, c'est une pauvreté criante que l'on constate dans toutes les communautés ouvrières: avec le revenu minimum par famille, fixe par la junte en janvier 1974 (18,000 escudos), une famille moyenne consacrant tout son budget à la nourriture pouvait à peine se procurer (aux prix de mars 1974) la moitié du minimum vital alimentaire. Environ 80% des personnes recevant une rémunération sont victimes de la politique économique de la junte; toutes celles qui se situent au dessous du seuil de pauvrëté (60% des familles) vivent dans un dénuement extrême et souffrent gravement de mulnutrition. Au milieu de 1975, la junte a admis que le taux de chômage était de 16%. La majorité des observateurs objectifs le situent entre 20 et 25%, soit six cent mille personnes; cela représente le double du taux de l'année précédente et huit fois celui qui existait sous l'Unité populaire.

Compte tenu de l'appauvrissement des masses, la baisse du pouvoir d'achat a directement affecté les petites et moyennes entreprises qui dépendent de la consommation interne et sont donc contraintes de réduire leurs activités. ce qui a pour effet d'exacerber davantage la crise. Par ailleurs, en matière de distribution des revenus, la part des couches supérieures - 5% de la population - dans le revenu total est passée de 23 à 50%. Loin d' "unir" les Chiliens, la junte a accentué et élargi les divisions entre les classes, faisant du Chili d'aujourd'hui l'un des pays les plus polarisés du tiers-monde.

En bref, la politique économique du "marché libre" a entraîné un tranfert de revenus vers la classe supérieure, intensifié l'exploitation de la classe ouvrière, appauvri la classe moyenne. En même temps qu'elle suscitait une plus grande concentration du pouvoir entre les mains des capitalistes monopolistes (nationaux et étrangers), des banquiers et des financiers, des généraux et des amiraux, tout en aggravant le problème de l'inflation et en provoquant une baisse de la production industrielle.

Ces résultats désastreux, que chacun peut constater, ne découragent pas les apologistes du régime. Le professeur Paul N. Rosenstein-Rodan, directeur du Centre d'études pour le développement de l'Amérique latine de l'université de Boston (dont on a dit à Washington qu'il constitue à lui tout seul un groupe de pressions de la junte) affirme qu' "aujourd'hui la politique économique fait preuve d'une vision d'avenir hérolque. Les instruments de base d'une politique de croissance sont en train de se forger et constituent les fondements de la solvabilité du Chili". En plaidant la cause de la dictature auprès des organismes de prêts, il fit valoir que "la fonction des prêts est de contribuer à surmonter les impasses à court terme, pourvu que des mesures adéquates soient prises pour une amélioration à long terme. C'est ce qui se passe! Les seules critiques qui sont faites portent souvent sur le fait que le présent est excessivement sacrifié à l'avenir". Trente mille Chiliens morts, 80% de la population vivant dans la misère, tels sont les "mesures adéquates" dont parle M. Paul Rosenstein-Rodan, qui se surpasse encore lorsqu'en conclusion il félicite la junte pour ses activités au service... des droits de l'homme: "nous accueillons avec

satisfaction l'engagement solennel du gouvernement chilien de respecter les droits de l'homme. Le chemin qui mène à la paix et à l'harmonie sociale sera peut-être difficile, mais nous sommes convaincus que la lumière apparaîtra à la fin du tunnel et nous esp rons que le tunnel ne sera pas lrop long." L'esprit totalitaire retourne complètement toutes les valeurs normales et les mécanismes de la pensée: la torture devient du respect, les problèmes des solutions, la dépression une amélioration. Infortunés étudiants de l'université de Boston!

2. La concentration du pouvoir économique

La détérioration de l'économie va de pair avec un phénomène de concentration du pouvoir économique qui se fait au moyen de trois mécanismes: la dénationalisation de l'économie, la désétatisation et l'annulation de la réforme agraire. En ce qui concerne la "dénationalisation ", les anciennes compagnies américaines de cuivre se sont vu offrir plusieurs centaines de millions de dollars de "compensation" et ont été invitées à revenir pour exploiter de nouvelles zones dans le nord du pays, riche en minéraux. Dow Chemicals, Firestone et d'autres multinationales se sont vu restituer leurs lucratives possessions. La junte a donné beaucoup de publicité à son offre "généreuse" d'accorder de nouvelles concessions dans le domaine du cuivre, du pétrole, du bois et d'autres ressources naturelles à toutes les sociétés multinationales intéressées, et ce, sous le régime fiscal le plus favorable du tiers-monde.

De son côté, la désétatisation des banques et des entreprises publiques est allée bon train: des cinq cents entreprises d'Etat, il ne reste que cent cinquante (faute d'acheteurs); cent trente d'entre elles seront transférées à des capitalistes monopolistes. Toutes les firmes agrocommerciales ont été rendues au grand capital. La plupart des banques d'Etat ont été données à l'oligarchie financière. Même le grand cimetière de Santiago est passé sous la coupe d'hommes d'affaires!

the bit to the sale of the sal

A la campagne, le même processus de reconcentration du pouvoir est en cours. La réforme agraire est en train d'être annulée. Plus de 60% des fundos expropriés sous les présidences de Frei et d'Allende ont été récupérées par les gros propriétaires. Cela concerne trois mille fermes, représentant une superficie de 1,7 million d'hectares. Cette terre, prise aux paysans et donnée aux propriétaires, constitue une autre indication claire de la nature de classe de ce régime répressif: la terreur est une terreur de classe, elle trouve ses fondements dans le système de propriété.

III. DESINTEGRATION DE LA BASE SOCIALE DU REGIME

Le coup d'Etat qui renversa le gouvernement socialiste et démocratique d'Allende fut soutenu par diverses forces sociales, allant de la petite bourgeoisie aux banquiers multinationaux et internationaux. Aujourd'hui, le gros de ces forces s'est retourné contre la junte à des niveaux divers et de manières différentes. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les petits bourgeois propriétaires ont subi d'énormes pertes économiques qui entraînerent dans la plupart des cas de nombreuses faillites. Chez les cols blancs et les cadres, la baisse des salaires et la pénurie d'emplois sont encore plus dramatiques. Plus de quarante mille employés du secteur public ont été licenciés au cours des six mois de l'année 1975 et soixante mille autres licenciements sont envisagés dans le cadre du programme d'austérité pour combattre l'inflation. Pour lutter contre l'"étatisme", beaucoup d'organismes agricoles (INDAP, CORA, ICIRA, etc.) ont été éliminés et d'autres ont été démentelés (CORFO). Les cols blancs ont vu leurs salaires réels diminués de moitié. Au lieu de "sauver" la classe moyenne du communisme, la junte militaire est en train de l'appauvrir, de la détruire, obligeant ainsi un grand nombre de ses anciens défenseurs à émigrer au Vénézuela, en Equateur et aux Etats-Unis. Chez les cadres, particulièrement les universitaires, la situation est également désastreuse. Le doyen de l'Institut des sciences, nommé par la junte, a affirmé que plus de 25% des savants et des techniciens avaient

ba delengration de l'A commite va de l' 17.000 un cièro

quitté le Chili, ce qu'il a qualifié de "catastrophe ramenant le pays quinze ans en arrière". Réponse de Pinochet: "Le plan a un coût social très élevé".

La junte a deux bases de soutien: l'appareil policier et militaire et la classe capitaliste d'une part, la métropole impériale américaine et ses ramifications dans la communauté banquière internationale d'autre part.

1. Les financiers de la junte

Depuis le coup d'Etat, en deux ans, <u>le Chili a reçu 2 milliards</u> de dollars de prêts et de crédit, <u>dont 1.6 milliard en provenance des Etats-Unis et des banques internationales qui sont sous leur contrôle.</u>

- Le Fonds monétaire international a donné 336 millions à la junte;
 - la Banque interaméricaine de développement, 501,3 millions;
- la Banque mondiale, 101,2 millions;
 - le gouvernement américain, 679,9 millions.

Ces mêmes agences de l'impérialisme, qui refusèrent des crédits et des prêts à Allende parce qu'il n'était pas "solvable", accordent des sommes sans précédent à un régime qui provoque d'énormes taux d'inflation, affaiblit l'économie et affame sa population. Ce qui était en cause et le demeure, c'est la nature de classe du régime.

Pour l'impérialisme américain, le gouvernement d'Allende, appuyé par la classe ouvrière, constituait une menace alors que la junte actuelle est un atout. Toutes les auditions du Congrès et toutes les dénonciations de la C.I.A. par le sénateur Church et d'autres démocrates libéraux n'ont eu absolument aucune conséquence sur la continuation de l'effort financier sans précédent que consentent les Etats-Unis à la dictature totalitaire. Cette avalanche de fonds en dit long sur les véritables

centres du pouvoir aux Etats-Unis et sur la signification réelle des "procédures démocratiques" dans la formulation de la politique extérieure.

2. Des opposants!

Au fur et à mesure que la base sociale originelle de la junte se désintègre, les parties politiques de droite ont cherché à se situer dans l'opposition. Quelques démocrates-chrétiens, comme MM. Estaban, Tomic, Fuentealba, Leighton et autres ont proposé de former une coalition antifasciste avec l'Unité populaire. Le reste de la droite a formulé des critiques et tente de s'allier avec certains secteurs militaires contre le plan économique des "anciens de Chicago" et contre l'Unité populaire. M. Orlondo Saenz, ancien dirigeant de la SOFOFA, et connu comme le commis voyageur des partisans du coup d'Etat, s'est élevé contre les économistes au pouvoir. "On a vu d'authentiques apologistes de la récession et de la faillite (du pays) qui tentent de démontrer l'existence de signes d'une victoire prochaine contre l'inflation. Ils devraient consulter un psychiatre." M. Eduardo Frei, le dirigeant démocrate-chrétien qui, plus que tout autre, a contribué à créer les conditions politiques du coup d'Etat, a ouvertement critiqué la situation socio-économique provoquée par la politique du régime. Montrant du doigt l'échec de régimes fascistes antérieurs (il n'ose pas encore déclaré son opposition ouvertement) et la poussée du communisme, M. Frei tente de convaincre les dictateurs de lui rendre le pouvoir avant qu'il soit trop tard. Les généraux, en guise de réponse ont publié un livre le traitant de Kerensky chilien. En demandant que les changements économiques viennent d'en haut, M. Frei s'oppose sans ambages à toute alliance avec la gauche. Plus à droite, M. Pablo Rodriguez, dirigeant du mouvement ouvertement fasciste Patrie et Liberté, plaide auprès de Pinochet pour "une rectification nationale", affirmant que, si"l'inflation est néfaste, la faim, le chômage et la désintégration sociale le sont encore plus". Les fascistes, abandonnés par leurs partisans de la petite-bourgeoisie, s'efforcent de reconquérir leur base sociale, problème difficile compte tenu des structures politiques.

Même au sein de la junte, des divergences sont apparues entre le général Leigh, qui est plus proche des fascistes que de Pinochet, et les "anciens de Chicago". Tentant de se ménager des soutiens, Leigh a publiquement attaque le "coût social Eleve" de la politique économique du gouvernement et critiqué le décret de Pinochet expulsant des milliers d'habitants des bidonvilles. La politique de la junte est maintenant dans l'impasse: pour satisfaire les banquiers et les créanciers étrangers, sans lesquels elle s'effondrerait, la junte doit saper davantage les positions de ses alliés économiques et sociaux de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie industrielle. Cependant, sans le soutien actif de ces mêmes secteurs, toute assistance financière sera de peu d'importance dans la mesure où elle contribue de plus en plus à la stabilisation à court terme (balance des paiements), tout en fournissant davantage de capitaux à investir dans des activités spéculatives. C'est là un dilemme bien reel, qui a provoque un mécontentement croissant parmi les forces favorables au coup d'Etat de septembre 1973, même chez les militaires, malgré la discipline hiérarchique rigoureuse que généraux et amiraux au pouvoir imposent par un traitement expéditif de tous les opposants. Personne ne peut encore dire où apparaîtront les fissures au sein de la junte, mais, au fur et à mesure que les ressources financières deviennent rares et que la campagne d'austérité prolongée et sélective "sans aucun résultat positif" fait naître des pressions externes, ce sont les milieux intermédiaires du corps des officiers (en même temps que la masse des employés du secteur public) qui vont être touchés. Ce sont eux qui commandent les troupes. Si un certain seuil de mécontentement chez les colonels et les capitaines était franchi, une opposition ouverte pourrait se déclarer au cas où l'un des principaux chefs militaires tenterait de se concilier les faveurs d'une opinion de plus en plus hostile aux réductions massives d'un niveau de vie deja precajre. With all the country and the sound of the sound

dépens de l'apput fluancier américain. et ni m définit ses relations avec eux comme "généraliment bonnes" en dépit les limites imposées par

IV L'ECHIQUIER INTERNATIONAL

Dans une circulaire interne, le Ministère des Affaires étrangères chilien s'est efforcé de définir la situation internationale à laquelle le régime doit faire face. Selon cette auto-estimation, la dictature est en butte à un "isolement politique caractérisé", à "un boycottage international" des fournitures d'armes, à "des marchés restreints ou fermés dans certains pays", à "des boycottages ou des efforts pour empêcher" sa participation à des réunions internationales, etc. La circulaire constate que les relations avec l'Europe occidentale (à l'exception de l'Espagne et de la Suisse) sont plus ou moins détoriorées à cause des accusations de violation des droits de l'homme.

En Afrique, "à l'exception de l'Egypte et de l'Afrique du Sud, le Chili n'a aucune présence...".

(bufance des patements); tout en fournissant davantage de capitaux

Favorables an erro d'Etat de sectembre 1973; wede chez les militaires,

En Amérique latine, le Mexique a rompu ses relations; la Colombie et le Vénézuela considèrent le régime militaire "avec réserve", alors que de "bonnes relations" existent avec la dictature brésilienne et l'Argentine.

Parmi les "pays socialistes", la circulaire propose d'accroître les relations avec Pékin pour contrebalancer l'opposition de l'URSS".

En Proche-Orient, enfin, la circulaire note que le régime devrait tenir compte du fait qu'Israël "a adopté une attitude positive" envers la junte, mais en même temps elle constate l'influence et la puissance pétrolière des Arabes.

En ce qui concerne les Etats-Unis, la junte reconnaît que sa survie dépend de l'appui financier américain, et elle définit ses relations avec eux comme "généralement bonnes" en dépit des limites imposées par le Congrès et des attaques du Parti démocrate. Comme le suggère ce bilan

de la junte elle-même, les principaux <u>soutiens du régime au sein du</u> <u>monde capitaliste sont les Etats-Unis, l'Espagne, l'Afrique du Sud, le Brésil et Israël. En Europe, l'hostilité est générale, dans une large mesure en raison de la pression des principaux partis et syndicats ouvriers, surtout sociaux-démocrates et communistes, sauf en Italie, où il existe une forte base d'opposition chez les démocrates-chrétiens.</u>

Au cours des renégociations de la dette extérieure, des pressions ont été exercées (avec un succès limité) en vue de la libéralisation de prisonniers politiques. La junte n'a obtenu que 64 millions de prêts et de crédits des démocraties capitalistes d'Europe (à l'exception d'un accord pétrolier) sur une période de deux ans; 26 millions du Japon; 2 millions du Canada et seulement 30 millions de la Colombie et du Vénézuela malgré les énormes revenus pétroliers de ce dernier pays. De toute évidence, sans l'appui financier des Etats-Unis, le boycottage international qu'elle subit en Europe lui occasionnerait des problèmes extrêmement sérieux. Pour leur part, les pays communistes, à l'exception de la Roumanie, de la Chine et de l'Allemagne de l'Est, n'ont fourni aucune aide à la junte; ils ont rompu leurs relations avec elle et, dans certains cas, apportent leur aide aux groupes de résistance en exil.

La clé de la survie de la junte, c'est le soutien des Etats-Unis et des banques "internationales" manipulées par MM. Kissinger et Ford.

C'est le soutien financier de Washington, bien plus que celui des capitaux privés étrangers, qui maintient la junte en existence. Seule une partie des capitaux espérés est finalement entrée au Chili. Au bout de dix-huit mois, les nouveaux investissements n'atteignaient que 30 millions, malgré les prétentions exorbitantes des publicistes de la junte. Il se pourrait que de nouveaux capitaux arrivent en faible quantité dans l'industrie (General Motors, Volkswagen) pour profiter de la main d'oeuvre à bon marché et de la possibilité de pénétrer dans le marché andin. Cependant, en général, seules les matières premières ont suscité

de l'intérêt: des capitaux amiricains, japonais et européens pourraient s'investir dans le bois, le cuivre et d'autres matières. Méanmoins, en raison du faible cours mondial du cuivre et de la récession mondiale, il est hautement improbable que des marchés d'exportation s'ouvrent suffisamment pour encourager une arrivée massive de capitaux extérieurs qui soutiendraient les exportations et donneraient un coup de fouet à la production. La pente glissante sur laquelle s'est engagée l'économie chilienne ne peut être redressée ni par des stimulants internes (à cause du traitement de choc) ni par la demande externe. La junte n'a donc d'autre choix que de maintenir la terreur pour s'accrocher au pouvoir et défendre les prérogatives et les privilèges d'un petit nombre de banquiers, de capitalistes et de propriétaires terriens.

toode captal ste some teather thing. The ste. 1 Afrique ou sud,

exil

An ell un manibode la mana en en la sourien en évers une et ford.

Les breun de la mana de la mana et de la mana et de la contre de la mana et la ma

and a few pays a state of the country of the country and the country of the count

V LES CHEMINS DE LA RESISTANCE POPULAIRE

Le tragique appauvrissement des ouvriers chiliens a permis, en partie, de surmonter la terreur et la peur engendrées par la police secrète. Des grèves se sont produites dans différents secteurs industriels, notamment la siderurgie et le cuivre. Le sabotage et la propagande armée sont devenus quotidiens. La police et les militaires patrouillent dans les quartiers ouvriers, comme celui de San Miguel, en groupes de quatre ou cinq pour éviter les attaques. Dans les usines, pressés de toutes parts, les syndicats démocrates-chrétiens, nommés par la junte, commencent à remettre en question les salaires de misère et à protester contre les nombreux licenciements qui frappent leurs propres membres. Ils sont également moins disposés à dénoncer les militants ouvriers. Ce qui est plus important encore, c'est que, parallelement aux organisations "ouvrières" officielles -et impuissantes- dirigées par des laquais de la junte, la gauche a entrepris la réorganisation de syndicats clandestins et de cellules de partis dans les usines. La résistance est surtout le fait des communistes, des socialistes, du MIR et du MAPU. Si certaines activités leur sont communes particulièrement dans la question des droits de l'homme, des divergences importantes persistent pour ce qui est de la stratégie et de la tactique.

Le MIR vise à créer un mouvement de résistance ancré dans une classe ouvrière unie qui pourrait attirer des démocrates-chrétiens dissidents ayant complètement rompu avec le soutien à la junte et qui seraient acquis à un programme de réformes radicales. Les formes de lutte du MIR sont multiples, elles combinent des actions directes et de masse avec diverses formes de résistance passive (ralentissement des cadences, etc.).

Le parti communiste part d'une conception de la lutte où la tâche principale est l'"accumulation des forces", la réorganisation progressive de l'opposition et la concentration de l'action sur des questions immédiates qui favorisent une coalition avec le parti démocrate-chrétien dans son ensemble, le but ultime étant de revenir à une démocratie parlementaire sans les fascistes. Dans le cadre de cette stratégie, le parti communiste considère toute action directe comme aventuriste; il espère obtenir suffisamment d'appuis pour rallier à sa cause l'aide droite de la démocratie-chrétienne et, peut-être, des généraux ou des officiers dissidents. Le parti socialiste et d'autres formations oscillent entre ces deux positions: les socialistes de gauche sont proches de celle du MIR, les socialistes de droite de celle du parti communiste.

La résistance continue dans un pays qui se désintègre, où les disparités sociales s'aggravent, cependant que l'isolement international s'accroît. Les pressions s'accumulent et travaillent en faveur d'une relève de la garde et, peut-être plus tôt que prévu, d'un soulèvement populaire de masse.

DEFENSE POLITIQUE D'UN OUVRIER REVOLUTIONNAIRE CHILIEN

AND STREET SU. THE

DEFENSE DE JUAN OLIVARES PERES, travailleur dans une usine métallurgique, membre de la centrale unique des travailleurs (CUT) et du Bureau Politique du MIR.

PROCES 8474 CONTRE DES MILITANTS
ET DIRIGEANTS DU MOUVEMENT DE
LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE (MIR)
CHILI - AVRIL 1975

Messieurs les Juges,

- 1) Je déclare à ma décharge et pour ma défense que je reconnais avoir été, jusqu'à la date de mon arrestation, dirigeant du travail de masse du MIR, ainsi que dirigeant de la CUT et que mon activité n'a jamais eu d'autre objet que l'accomplissement des devoirs inhérents à ces deux états.
- 2) (...) On accuse les activités du mouvement syndical jusqu'au 11 septembre de ne pas avoir répondu à des objectifs syndicalistes mais d'avoir obéi à des directions politiques partisanes. A ceci je me déclare coupable d'être d'accord avec tous ceux qui soutiennent que toute l'histoire de la société n'est rien d'autre que l'histoire de la lutte des classes, parfois voilée et masquée, parfois franche et ouverte; mais toujours en constant développement.

Et c'est précisément au cours du développement de cette lutte, que nous, les travailleurs, nous avons créé nos organisations syndicales pour défendre nos conditions de vie. Mais l'expérience des autres peuples et du nôtre, nous apprend que la lutte syndicale ne représente qu'un soulagement à notre condition d'exploités sans toutefois résoudre le problème de fond.

Problème qui n'est autre que l'existence d'un ordre social avec ses lois, ses tribunaux, ses prisons, et ses formes de gouvernement appuyé sur la propriété privée des moyens de production (propriétés foncières et usines).

C'est pour cela que nous les travailleurs, sommes des militants politiques, car nous n'aspirons pas être moins exploités, mais à ce que disparaisse l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est pour cela qu'aujourd'hui la lutte pour nos droits les plus élémentaires se confond avec l'organisation des plus larges couches du peuple, afin de développer un vigoureux mouvement de résistance à l'état de fait actuel qui aboutira à la convocation d'une Assemblée Constituante comme préalable à la seule forme de démocratie conséquente: la démocratie directe des ouvriers et paysans.

3) Je déclare que cette lutte constante a cessé d'être voilée et masquée lorsque des effectifs des Forces Armées ont occupé, dans les mois qui précédèrent le 11 septembre, des usines, des propriétés et des lycées à la recherche d'armes et de groupes armés.

Ils n'ont trouvé aucune arme, aucun travailleur n'a été poursuivi, mais il y a eu une victoire: un ouvrier est mort et le but principal de ces actions a été atteint.

4) Je déclare à la lumière des évènements ultérieurs, que ces actions n'ont été menées que dans la nécessité de terroriser les travailleurs, détruire leurs organisations, rompre l'unité de tous ceux qui vivent de leur travail.

C'est ainsi qu'on a pu limiter les dangers encourus par le système de domination et préparer les conditions de l'instauration du gouvernement militaire.

5) Je déclare que ces agissements ont eu lieu pendant la période où les travailleurs de la ville et des campagnes, alliés à des secteurs étudiants et intellectuels, avaient atteint leur niveau le plus élevé de conscience et d'organisation.

Ils mettaient de ce fait en péril non seulement la minorité propriétaire des terres et des usines, mais également tout leur système de domination.

Nous, nous désirions instaurer un gouvernement d'ouvriers et de paysans, et nous étions en train de le faire.

6) Je déclare que pour nous, les travailleurs, ce qui s'est passé après le ll septembre nous a montré comment tout le pouvoir de l'argent se remettait en place, comment les propriétés et les usines ont été rendues, comment le taux de chômage a dépassé 10%, comment nos salaires se sont réduits à moins de la moitié de ce qu'ils étaient avant le ll septembre, comment nos organisations syndicales ont été privées de liberté.

Ce que nous avions conquis pendant des dizaines d'années de sacrifices immenses a été remis en question par simple décret. Aujourd'hui on va jusqu'à nous refuser le droit au travail.

7) Je déclare que devant cette situation le devoir le plus élémentaire d'un dirigeant des travailleurs et d'un militant d'une organisation comme le MIR, est de lutter pour organiser les travailleurs, défendre leur niveau de vie et leur source de travail.

Nous, les travailleurs, savons bien que notre condition d'exploités ne cessera que lorsque nous serons capables d'instaurer un gouvernement d'ouvriers et de paysans.

8) Je déclare qu'aujourd'hui au Chili, l'ensemble du mouvement de masse et surtout la classe ouvrière est en train de se reconstituer. Ceci s'exprime à travers une résistance à la junte à chaque fois plus profonde, plus large, plus organisée.

Comme jamais avant dans l'histoire d'un gouvernement chilien, ils sont isolés nationalement à cause de leur pratique politique, économique et sociale.

Cette situation a aiguisé la crise interne des classes dominantes en les isolant, en supprimant. l'appui de la fraction bourgeoise non monopoliste et en développant également la résistance de l'ensemble des secteurs populaires.

Ajoutons l'immense solidarité et l'appui international au peuple chilien qui isole aujourd'hui la junte dans le monde entier et qui s'exprime par le rejet et même par l'opposition et le boycott actif contre elle.

Cette situation internationale agit comme un catalyseur important des contradictions internes à la bourgeoisie et de l'isolement national. Dans ce cadre, le prolétariat doit développer un grand mouvement social en mesure d'unir l'ensemble des secteurs populaires et touchés par la politique de la junte pour constituer un front politique élargi qui luttera pour l'implantation des libertés démocratiques.

Le prolétariat doit y assurer son hégémonie car cette lutte se confond avec la lutte pour le pouvoir.

Il n'y a aujourd'hui au Chili que le prolétariat qui pourra résoudre définitivement la crise profonde qui ronge la société.

9) Je déclare que le prolétariat, c'est-à-dire, la classe des ouvriers salariés est la seule classe révolutionnaire; qu'elle est capable de conduire l'ensemble des exploités durant cetté phase de développement social capitaliste de l'humanité, vers une lutte décisive, inévitable, libératrice.

Qu'elle est capable de rompre toutes les chaînes qui attachent l'homme au monde fait par la société bourgeoise pour permettre que la nouvelle société, celle qui naîtra du triomphe des exploités, la société des ouvriers et des paysans, puisse développer toutes les potentialités de l'homme et de la nature.

Nous passerons d'un monde de nécessité, de faim et de misère, à un monde de liberté, de développement et de progrès.

Nous construirons une société d'hommes libres et entiers, qui auront arraché la possibilité de commencer à construire eux-mêmes leur propre destin, à écrire leur propre histoire, à forger leur propre culture.

Nous dépasserons le désordre, l'anarchie et l'exploitation d'une poignée de maîtres du pouvoir et de la richesse pour construire l'expression la plus accomplie et les possibilités concrètes de développement de l'humanité: la société des ouvriers et des paysans.

10) Je déclare que toute solution qui n'aura pas ce caractère prolétaire sera nécessairement transitoire et qu'elle débouchera sur des nouvelles crises. La seule alternative démocratique et révolutionnaire capable de résoudre le problème des majorités populaires est prolétarienne.

corrélation de forces nécessaires pour résoudre les problèmes immédiats et dramatiques de notre pays.

Mais pour le moment et avant tout le problème restera posé entre les classes fondamentales: prolétariat et bourgeoisie.

Dès que nous pourrons compter avec les forces politiques capables d'affronter les forces unti-démocratiques et anti-révolutionnaires, à tous les niveaux, nous pourrons nous assurer de la victoire de nos luttes.

Avec une armée politique, sociale et organisée, créée et fortifiée dans la lutte de classes: l'armée révolutionnaire du peuple.

les libertés démocratiques et pour le pouvoir.

11) Messieurs les Juges, je me déclare coupable d'être un ouvrier conscient, qui appartient au MIR, ce qui, comme des millions d'autres, lutte pour la conquête d'un monde de liberté dans lequel l'homme sera maître de son propre destin, un monde de fraternité où il sera l'architecte de son histoire.

Jusqu'ici vous n'avez fait qu'interpréter notre société. Nous prétendons

Le 22 avril 1975

Défense de Juan Olivares Peres

Procès 84 74



HISTORIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER AU CHILI

En 1924 sut approuvée au Chili l'existence légale du syndicelisme. C'est le résultat de la combativité de la classe ouvrière chilienne déjà forte dès la fin du 19ême siècle.

Les sociétés « mutualistes » et de « résistance » marquent les étapes d'une organisation progressive du monde ouvrier à partir de 1850. Mais c'est l'exploitation industrielle du salpêtre qui crée les conditions permettant à la classe ouvrière de s'organiser. En 1870 10 % de la population active se trouve concentrée dans les zones désertiques du nord du Chili : main-d'œuvre fluctuante au gré des nécessités de l'industrie et des cours du marché mondial. De brusques périodes de récession laissent sans emploi des milliers de travailleurs qui sont obligés de retourner chez eux, dans les lointaines provinces du sud. De longues colonnes de chômeurs traversent le pays. Ces déplacements continuels contribuent à répandre très tôt les idées révolutionnaires.

Aucune législation particulière ne réglemente les conditions de travail et les classes dominantes répriment violemment toutes les revendications, comme en 1907 : la troupe tire sur les ouvriers et leur famille en grève ; 2000 morts, c'est le massacre de Santa-Maria de Iquique, épisode tragique du mouvement ouvrier chilien.

Pour repondre à cette répression, dès 1900 un congrès social unifie plusieurs centaines de sociétés mutualistes pour en faire un instrument de revendications efficace. Sous la direction de Emilio Recabarren (1), cc secteur le plus dynamique du mouvement ouvrier prend le contrôle de la Fédération Ouvrière du Chili F.O.CH (2) et supplante l'influence de l'anarcho-syndicalisme.

L'industrie du nitrate est en crisc. Si au début du siècle la production chilienne atteignait 70 % de la production mondiale, en 1917 cette production n'en représentait plus que 35 %. Cette décadence provient du développement de la production synthétique d'engrais. Le Chili subit alors sa condition de pays mono-exportateur. Des dizaines de milliers d'ouvriers sont au chomage. La classe ouvrière s'organise et entre 1911 et 1920 on enregistre 293 mouvements de grève.

Arturo Alessandri, bien que lié à l'oligarchie est élu en 1920 en s'appuyant sur les couches défavorisées et les classes moyennes. Il se réclame d'un programme populiste. Les tensions sociales de cette époque obligent les secteurs représentatifs de l'oligarchie terrienne majoritaire au congrès de voter les mesures présentées par Alessandri : code du travail - droit syndical - journée de huit heures - impôt sur le revenu. Et en 1924 un code du travail reconnaissant pour la première fois la légalité du syndicalisme est adopté.

Cette loi déclare en son article 381 :

« Les ouvriers de toutes les entreprises, mines, salpétrières, transports, usines, manufactures, ateliers et autres entreprises industrielles et commerciales qui comptent plus de 25 ouvriers pour ent constituer une association qui prendra le nom de syndicat industriel suivi de l'indication correspondante ».

Cette loi de syndicalisation est peu claire au sujet des syndicats ouvriers agricoles et exclut le secteur public. De plus elle empêche le regroupement syndical.

Pourtant à partir de 1920 sous l'impuision de Recabarren, la F.O.CH envoie des ouvriers dans les régions rurales pour politiser les paysans et les inciter à s'organiser. De nombreux syndicats de paysans s'organisent. Mais la Société Nationale d'Agriculture représentant les propriétaires terriens est trop puissante, et l'hypothèse que ce type de syndicat est

expressément rejeté par la loi est tacitement confirmée.

Le général Ibanez accède à la présidence en 1927, et son gouvernement dictatorial, influencé par le national-socialisme met hors la loi le parti communiste et la F.O.CH La crise mondiale des années trente provoque une diminution dramatique du commerce extérieur et l'activité minière est paralysée.

A partir de 1932 la montée des luttes ouvrières et paysannes provoquée par la crise fait tomber le gouvernement d'Ibanez. Un coup d'état militaire instaure la République Socialiste qui dure cent jours.

Les employés du secteur public s'organisent en Associations grémiales, les syndicats ruraux connaissent un essor et leur légitimité est reconnue en 1933. Dès 1939 le PC forme la fédération des travailleurs agricoles.

En décembre 1936 a lieu le congrès constitutif de la C.T.CH (Confédération des Travailleurs du Chili) qui regroupe les différentes tendances syndicales de la gauche chilienne. Pour la première fois les syndicats d'ouvriers et d'employés s'unissent. Cet événement consacre en particulier le rapprochement du Parti Communiste et du Parti Socialiste (3) et son adhésion au Front Populaire de 1938.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, l'influence du mouvement syndical diminue dans la période du Front Populaire (1938 · 1941). Le manque de cohésion du Parti socialiste et la lutte que le PC et le PS se livrent pour s'assurer le contrôle du mouvement syndical contribuent à restreindre leur influence. Par ailleurs, la combativité de la ligue des paysans pauvres a pour conséquence que le Front Populaire interdit par décret la constitution de syndicats paysans, suite aux pressions exercées par la Société Nationale d'Agriculture.

Ceci est possible car les partis communistes et socialistes ne visent pas à détruire la structure dominante, leur participation à l'exercice du pouvoir aux côtés de la bourgeoisie industrielle et des classes moyennes, les entrainant à cautionner la politique de conciliation de ces derniers vis-à-vis de l'oligarchie terrienne.

De 1940 à 1951 la gauche chilienne est profondément divisée ce qui a une répercussion directe sur le mouvement ouvrier.

En 1946, les communistes désireux de susciter un gouvernement d'Unité Nationale soutiennent la candidature du radical Gonzalez Videla. Les socialistes présentent leur propre candidat. Ce fut une période d'affrontement très dure entre les deux partis.

Mais après l'expulsion des communistes du gouvernement de Gonzalez Videla, celui-ci fait voter la loi de Défense Permanente de la Démocratie (1948) et met hors la loi le parti communiste. Les persécutions contre ses militants provoquent un mouvement de solidarité qui ouvre la voie à l'unité de la gauche.

Pour le 1er mai 1952, les organisations syndicales appellent à une manifestation unitaire qui regroupe 70.000 personnes et décident de s'unir.

En février 1953 a lieu le congrès constitutif de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs) qui consacre le renouveau de l'unité syndicale, avec la participation de 35 fédérations et associations nationales, 913 organismes de base et 2.355 délégués représentant 300.000 ouvriers syndiqués. Bien qu'illégale, la CUT est tolérée par Ibanez, de

nouveau au pouvoir, car émule de Peron il recherche un appui populaire et adopte à son égard une attitude complaisante. Mais à partir de l'automne 1953, la crise économique s'accélère et l'affrontement se révèle inévitable. Les trois revendications permanentes de la CUT sont alors les suivantes :

- minimum vital pour les ouvriers ;
- namovibilité de l'emploi ;
- abolition de la loi de Défense Permanente de la Démocratie.

Sous le gouvernement Ibanez eurent lieu trois grèves générales : la première le 17 mai 1954 Clotario Blest, se-crétaire général de la CUT est emprisonné, mais devant la pression de la rue, le gouvernement doit le libérer. Elle fut suivie de deux autres grèves générales les 7 juillet 1955 et 9 janvier 1956. Ces grèves furent réprimées avec violence. Les mouvements populaires se durcissent, les bidonvilles prolifèrent conséquences de l'exode rural et du chômage.

En 1957 les habitants des bidonvilles de Santiago, suite à une hausse des tarifs de transport descendent dans la rue, tentent de s'emparer du palais présidentiel, d'incendier la cathédrale et le congrès, mettent à sac les commerces. L'armée rétablit l'ordre : 70 morts.

Cette montée des luttes est le résultat d'une politique économique marquée par un profond déséquilibre entre les exportations et une croissance anarchique du secteur des industries de substitution provoquant une inflation incontrôlable dont les classes laborieuses dolvent supporter le plus grand poids.

Le 3 novembre 1960 la CUT réunit un meeting pour condamner la politique des prix et des claires du gouvernement et le 1er avril 1964 une grève générale est déclenchée en vue d'obtenir des augmentations de salaires. Cette grève est de fait un soutien au Front d'Action Populaire qui s'oppose à l'alternative présentée per la Démocratie Chrétienne.

En 1964 Frei est élu président, candidat de la Démocratie Chrétienne et le représentant des nouveaux industriels et de certains secteurs des classes moyennes. Mais la Démocratie Chrétienne est également implantée à l'intérieur des groupes marginaux grâce à l'action de l'Eglise et reçoit un appui décisif des syndicats paysans catholiques qui entre 1952 et 1964 ont connu un extraordinaire développement.



Luis FIGUERDA Secrétoire général de la CUT

La période de gouvernement de la Démocratie Chrétienne est marquée par la profondeur des mouvements sociaux avec un recours constant à la grève, et par la répression mise en place. Le premier massacre ouvrier de ce gouvernement a lieu le 11 mars 1966 sur la mine de cuivre « El Salvador » où la troupe sous le commandement du Colonel Pinochet (déjà !) encercie le siège du syndicat et ouvre le feu : Il y aura plusieurs morts et biessés. Puis ce sont les massacres de Puerto Montt, de San Miguel début d'une longue liste.

De violentes polémiques éclatent entre la CUT, les partis de gauche et la gauche révolutionnaire, car la réponse à la répression ne passe qu'à travers les meetings, grèves nationales ou interventions parlementaires.

L'année 1969 est marquée par de grandes actions de masse et en 1970 la CUT s'associe à la campagne présidentielle en participant à l'élaboration du programme de l'Unité Populaire et en appuyant son candidat Saivador Allende.

Une fois étu le gouvernement de l'Unité Populaire légalise dans les premiers mois la CUT et les partis de l'UP cherchent à redéfinir son rôle. En effet le développement du processus déclenché par l'élection d'Allende crée des conditions nouvelles qui font pression pour transformer profondément la structure et la conception de la CUT.

En effet dans les discussions qui tournent autour de ce que doit être le rôle de la CUT, on retrouve les différentes conceptions stratégiques des partis de la gauche réformiste et de la gauche révolutionnaire.

Pour Allende et la plus grande partie de l'Unité Populaire la CUT doit être l'organisme représentant les travailleurs qui sera l'interlocuteur du gouvernement populaire et son principal appui. Le rôle de la CUT selon cette conception est la diffusion et la prise en charge de la politique du gouvernement dans la masse des travailleurs, mais en prenant soin de ne pas dépasser les limites du programme de l'Unité Populaire. La CUT sera alors utilisée pour faire pression de l'extérieur sur les apparells d'état afin de faciliter la démocratisation interne rendue possible par la prise du pouvoir politique (élection d'Allende). C'est en réponse à une mobilisation de la CUT que s'effectueront par exemple les premières nationalisations (textiles, charbons, etc...).

Mais le processus chilien étant conçu comme progressif et reposant de fait sur une alliance de classe avec des secteurs de la bourgeoisle ; il n'est pas question de mettre en cause la légitimité de l'Etat. La CUT contribuera donc à freiner le développement des luttes en accusant les secteurs révolutionnaires qui mettaient en avant le slogan de « créer le pouvoir populaire » d'être contre le gouvernement. Elle participe aussi à la définition des règles de la gestion démocratique. Un accord CUT - Gouvernement en janvier 1971 définit les lignes de fonctionnement dans les secteurs de l'économie étatisés ou de propriété mixte. Aucun accord ne sera conclu en ce qui concerne le secteur privé.

Cette mise en place d'une participation des travailleurs a surtout pour but d'éviter la désorganisation de la production et même de la faire augmenter. La CUT sera d'ailleurs un des piliers de la «Bataille de la Production».

Cette stratégie de l'UP revient à faire de la CUT une courroie de transmission; il est vrai qu'une politique identique est suivie avec les autres organisations populaires comme les J.A.P. (voir Nº 2 de « Chili en Lutte ») et les conseils paysans.

L'accentuation de la lutte des classes pendant toute cette période exige la création d'organes de pouvoir populaire qui se créent hors de la CUT du fait de sa position et qui sa renforcent à chaque affrontement, surtout a partir de la crise d'octobre 1972. Pendant la dernière année du gouvernement d'UP, il existe un désaccord net entre les positions de la CUT et celles des nouveaux organes de pouvoir populaire. Pour la gauche révolutionnaire, la participation des travailleurs doit être directe, sans bureaucratisation. De plus elle préconise le contrôle ouvrier et l'unité des travailleurs dans les luttes et considère comme fondamental de regrouper autour de la classe ouvrière de nouveaux secteurs : ouvriers non syndiqués, femmes, habitants des quartiers, étudiants, paysans pauvres... D'où la mise en place des cordons industriels, des commandos communaux, conseils communaux paysans. (Nous reviendrons sur ces formes d'organisation dans un numéro suivant).

Malgré les divergences sur sa fonction et sur l'organisation du mouvement ouvrier, la CUT a eu une importance considérable pendant le gouvernement de l'UP, dans les relations entre la classe ouvrière et le gouvernement, dans la mobilisation ouvrière : au moment de la tentative de coup d'Etat du 29 juin 1973, c'est la CUT qui donne l'ordre d'occupation des usines et des quartiers.

Au moment du coup d'Etat, la CUT est suspendue, ses dirigeants pourchassés, tués, emprisonnés ou torturés. La Junte essaie alors de mettre en place des syndicats jaunes, sans grand succès d'ailleurs (Nous y reviendrons également).

NOTES:

- (1) Emilio RECABARREN : ouvrier typographe, ex-secrétaire du perti démocrate et fondateur du parti ouvrier prolétarien qui se transforme en parti communiste chillen en 1922 et adhère à l'Internationale. Oirigeant de la F.O.CH, député en 1906 pour la circonscription d'Antofegaste, Taltal et Tocopilla : zone minière.
- (2) F.O.CH fondée en 1909 par des militants chrétiens issus du parti conservateur.
- (3) P.S. : ce parti ext né en 1833 de la fusion de cinq groupuscules socialistes. Dès son origine il révèle una hétérogénéité qui resta encore une de ses caractéristiques. Il se proclame révolutionnaire refusant d'adhérer à l'Internationale Socialiste et ne cossera de disputer au P.C.CH le contrôle de la classe ouvrière.

BIBLIOGRAPHIE:

A. Labrousse : α L'expérience chilienne ». Ed. SEUIL 1972. Punto . Final Nos 163 - 185 - 104 - 188 - 189 - 159.

Mêmoire du conseil directeur pour le 6ème Congrès National de la CUT.

BOYGOTT DE LA JUNTE!

La dénonciation constante de la politique de terreur pratiquée par la junte depuis le coup d'état a permis de maintenir le gouvernement militaire dans un relatif isolement diplomatique et économique. La Junte aurait voulu restaurer l'image de marque d'un Chili revenant « à la normale », cela n'a pu être fait. La situation économique interne au Chili continue à se dégrader. Le grand capitalisme, les monopoles, les firmes multinationales à qui elle offre des conditions exceptionnelles n'ont pu, en raison de cet état de fait, investir trop massivement. Le point le plus faible de la Junte se trouve dans les échanges économiques et polítiques et c'est là-dessus que doit peser de tout son poids la solidarité internationale des travailleurs. Pour être efficace cette solidarité doit, tout en poursuivant la dénonciation, passer au boycott des relations économiques et commerciales avec le Chili.

C'est pour cette raison que la CUT a lancé un appel pour la prise en charge d'un boycott international par les confédérations syndicales internationales (C.I.O.S.L., F.S.M.) et principalement par les organisations internationales des travailleurs des transports.

A cet appel plusieurs de ces organisations ont déjà

répondu. Dans différents pays, Suède, Italie, Australie, Grande-Bretagne..., des actions de boycott menées par les travailleurs ont été entreprises avec succès. Elles visent essentiellement les livraisons d'armes et de matériel militaire, ou le transport du cuivre provenant du Chili.

L'absence, jusqu'à maintenant, de boycott en France est une des raisons qui conduit la Junte à accroître ses échanges commerciaux avec la France. La complicité entre le régime de Pinochet, le gouvernement et le patronat français est ainsi chaque jour plus forte. Pour la dépasser, les travailleurs français doivent eux aussi mettre en place des actions de boycott rapides et efficaces.

Chacune de ces actions a un écho immédiat au Chili et contribue à isoler la Junte qui, à travers ses communiqués, montre combien le boycott peut la gêner et, inversement, aider la résistance.

Mais la seule prise en charge de ces actions par les organisations syndicales permettra un boycott soutenu et de longue durée. Pour cela des initiatives concrètes doivent être impulsées par les confédérations, les unions locales et départementales, les sections syndicales, l'ensemble des travailleurs français.

plate-forme proposée par la CUT le 10.2.1975

- « Isolement international de la dictature en exigeant par exemple la dénonciation dans chaque pays des relations diplomatiques avec la junte, et en demandant aux travailleurs de recevoir sur leur sol les représentants de la dictature comme ils le méritant.
- « Développement des sanctions économiques contre la junte en révisant les aides financières, les crédits, l'assistance technique et, surtout, campagne avant la renégociation de la dette chilienne par

ses créanciers, regroupés dans le « Club de Paris ». Ici, les travailleurs français sont particulièrement concernés : la France appartient à ce «Club».

« Développement du boycott en refusant d'embarquer armes et munitions à destination du Chili, lutte contre la vente, l'entretien et la menutention de matériel de guerre pour la junte. Le boycott doit aussi toucher les importations et exportations concernant des commerces tels que celui du cuivre. « Il faut, de même, impulser la solidarité directe avec les travailleurs chiliens, en exigeant la fin de l'état de siège, des camps de concentration, de la torture et la libération des prisonniers politiques et syndicaux : pétitions, réunions, élections, grèves : en développant la solidarité matérielle avec le mouvement syndical chilien qui, à l'intérieur du pays, se trouve aux premiers rangs de la résistance contre la dictature».

EXTRAITS DE LA RESOLUTION DU CONSEIL ADMINISTRATIF DE L'UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DES TRANSPORTS

... Au nom des 16 millions et demi de membres de l'UIS du transport, son comité administratif :

- condamne avec énergie la poursuite de la terreur de masse, des assassinats, des tortures, de la persécution des dirigeants et militants politiques, perpétrés par la junte militaire chilienne.
- soutient les actions de solidarité concrète avec le peuple chillen menées par l'action conjointe du mouvement syndical international et en particulier de nombreux syndicats de travailleurs du transport, qui ont organisé un boycott de bateaux et avions de la junte chilienne.

Le comité administratif de l'UIS du transport appelle tous les travailleurs du transport du monde entier, en particulier les ouvriers des ports, les marins et les travailleurs de l'aviation civile, tous les syndicats des travailleurs du transport maritime, ferroviaire et routier, à intensifier le mouvement de solidarité aux travailleurs et au peuple chilien, sous toutes ses formes et en particulier:

- le boycott total des livraisons d'armes au Chili, le boycott des navires et avions militaires de la junte.
- le boycott temporaire du transport maritime des produits en provenance et en direction du Chili, le refus d'exécuter des tâches sur les cargots portant le pavillon du régime fasciste de Pinochet.
- organiser des manifestations publiques pour exiger que lous les gouvernements condamnent énergiquement la dictature militaire de la junte et aillent jusqu'à rompre les relations diplomatiques et commerciales.
- exiger l'application de la Résolution sur la Défense des Droits humains et syndicaux au Chili, adoptée à la 59ème session de la Conférence Internationale du Travail
- demander que l'OIT envoie rapidement au Chili la commission de recherche déjà nom née.
- l'organisation de l'assistance matérielle au mouvement syndical dans la clandestinité au Chili.

à livrer au Chili (chasseurs Hawker-Hunter, petits navires de guerre, sous-marins) en bioquant la production de ceta armements ou leur transport vers le Chili.

Une des premières actions entreprises fut le blocage du travail sur les chaudières de deux frégates chiliennes qui devaient être réparées à Newcastle. Les travailleurs de « Weir Pumps » de Glasgow ont décidé d'arrêter leur réparation deux ou trois semaines après le coup d'état.

Ceci fut suivi de deux refus consécutifs de travailler sur ces navires de guerre. A Rosyth, des membres du syndicat des dockers-transporteurs ont refusé de charger des armes munitions et approvisionnement sur l'une des deux frégates. A Portsmouth, deux semaines auparavant, le comité de district du syndicat AUEW avait saboté tout le travail sur un navire de guerre chillen en visite, invité par la Royal Navy. Commentaire du secrétaire régional de l'AUEW : « Nous l'aurions bien fait couler, comme nous avons fait couler les navires de guerre nazis pendant la guerre ».

En apprenant comment les Hawker-Hunter sont utilisés par la junte (ceux qui ont bombardé La Monéda, le 11 septembre 73), les techniciens de l'usine Rolls-Royce de East Kilbride, où leurs moteurs sont réparés, ont refusé tout travail sur ces moteurs destinés au Chili. En mai, leur décision étant appuyée par la résolution de l'AUEW, le gouvernement fut finalement obligé d'entériner cette décision des travailleurs. Les travailleurs se sont étonnés de ce que la junte insiste tant pour la réparation des moteurs, alors qu'elle venaît de recevoir huit avions neufs. L'explication fut fournie en juin dans le bulletin de l'agence Resistencia : les moteurs de cinq de ces nouveaux avions navaient été sabotés, à la suite de quoi deux cents membres de la FACH (Forces aériennes chiliennes) avaient été emprisonnés. Ceci est l'exemple le plus spectaculaire d'une action de boycott directement efficace.



EN GRANDE-BRETAGNE:

Les actions les plus significatives de boycott ont été centrées sur les armes que la Grande-Bretagne s'était engagée

Ce texte est tiré de "Chili en lutte" no. 3, avril 1975, France. Des copies sont disponibles au Comité Québec-Chili, 356 est, rue Ontario, Montréal 129 - 842-8459 (\$0.10 l'unité).

De courts dossiers sont aussi disponibles (\$0.25 l'unité / \$0.10 pour envois groupés).

- 1. La politique éducative sous l'Unité Populaire (1970-73) et sous la Junte
- 2. Dénonçons la participation canadienne dans la renégociation de la dette extérieure chilienne
- 3. La participation des femmes dans la lutte de libération au Chili et en Amérique latine
- 4. Le mouvement de solidarité avec le peuple chilien en Angleterre et en Suède
- 5. Série Résistance, no. 1, Dictature = Faim